

- Est-ce que vous pourriez nous parler de votre premier contact avec le Rwanda ?

- Oui. D'abord, je suis un spécialiste de l'Afrique. Il faut savoir que le GIGN a été amené à intervenir dans de nombreux pays. On a formé et renforcé pas mal de gardes présidentielles et on a dû créer dans le monde une trentaine de groupes d'interventions, dont une bonne quinzaine en Afrique. Le Rwanda est l'une des zones, avec le Zaïre, qui est considérée comme une zone francophone. J'ai eu pas mal d'échanges. Je suis officier de gendarmerie, et la gendarmerie nationale a des officiers, des instructeurs et des élèves de gendarmerie de tous ces pays avec des échanges très importants. J'ai donc une culture et des contacts africains particulièrement importants.

Pour revenir sur le Rwanda, je vais être franc avec vous. Vous savez, j'ai été au GIGN pendant dix ans, j'ai été à l'Élysée quelques années et je suis parti de l'Élysée en conservant un statut quelque peu ambigu. J'étais pas à la retraite. J'étais pas délogé des cadres*, mais j'étais toujours payé par la défense. Mon patron, tout le monde le sait, était M. de Grossouvre*, qui était chargé des missions un peu spéciales du président de la République, et c'est M. de Grossouvre* lui-même qui m'a présenté au président et au général Habyarimana. Je ne veux pas dire que c'était une mission officielle, mais c'était ce qu'on appelle de la diplomatie parallèle, ou de la diplomatie secrète, pour le compte de la France. Il ne faut pas oublier qu'au Rwanda, au Burundi, ce sont des amis et des alliés de la France. On a des accords militaires de coopération. On a des accords de formation, de fourniture de matériel. J'ai rencontré le président du Rwanda la première fois à l'hôtel Meurice* à Paris, secrètement, au cours d'une visite. J'avais une mission très claire à l'époque. Il n'y avait pas encore de conflit, mais il y avait une pression qui montait. Ma mission a été d'infiltrer le FPR, je me rappelle les mots de M. de Grossouvre* et du président : « jusqu'à la racine, et de le contrôler ».

- donc, en fait, pour clarifier les choses, à ce moment-là, c'est M. de Grossouvre qui vous place dans l'histoire rwandaise. Comment vous expliquez que par la suite les officiels français, quand on les interroge sur vos actions à vous prétendent que vous agissiez à titre uniquement privé ?

- c'est ce que je vous ai dit. Dans les tous les gouvernements, il y a plusieurs vecteurs. Il y a le vecteur officiel, tout ce qu'on sait dans les journaux. Il y a la diplomatie, qui est particulière avec ses usages. Et ce que je vous ai dit, il y a la diplomatie parallèle, ou la diplomatie « action secrète », qui est en marges. Ce qu'il faut savoir, pour bien remonter à cette affaire du Rwanda, c'est que les rapports du président Habyarimana avec le président Mitterrand étaient très étroits et très fraternels. Il y avait plus que des échanges d'état à état. Il y avait véritablement une intimité des hommes. Je veux pas dire que le président Mitterrand avait pour ami le président Habyarimana, mais le président Mitterrand appréciait beaucoup Habyarimana qui prenait conseil auprès de lui et qui écoutait, et qui exécutait. Je ne connais pas un pays même encore actuellement où on n'envoie pas des gens dans l'entourage des chefs d'état pour les seconder, pour régler des problèmes, etc. Tout ne peut pas être mis sur la place publique. Et donc, ce que je vous ai dit, c'est une mission de diplomatie parallèle et pas forcément secrète parce que quand Barril va à Kigali, ça se sait et ça se voit.

- Au cours de cette histoire rwandaise, avez-vous eu l'occasion d'approcher le président Mitterrand ?

- Moi, les rapports c'étaient M. de Grossouvre*. Je n'ai jamais parlé avec le président Mitterrand sur ces affaires. Mais par contre je parlais avec M. de Grossouvre*, je lui remettais des fiches, que lui remettait le lendemain matin au petit-déjeuner, ou le soir, au président Mitterrand. Ça vous pouvez me croire, il y avait moins de 24h entre le rapport et son retour auprès du chef de l'état.

- Sur la visite de M. Kagamé à Paris ?

- Si vous voulez, moi j'aimerais revenir un petit peu avant. Ma mission était d'infiltrer le FPR ? mais à cette époque, dans le FPR Kagamé n'était pas au top. Au moment des premières attaques, il faut se rappeler que le patron du FPR, c'était Fred, qui a été abattu d'une balle dans la tête, par les services français, quand même. Il faut savoir que la France dans les premières frappes, on a été co-belligérant. On les a aidés. Si on n'avait pas été au contact, avec les services action de la DGSE, aux premières tentatives, tout le monde déboulait sur Kigali, ça il faut le savoir. Il y a eu des hélicoptères, des **, des camions de**, etc.

- La France ?

- Attendez, dans tout ce que je viens de vous dire, il n'y a rien de secret. Il y a des accords de défense d'état à état. C'est un pays qui est agressé. Comme on a fait dans d'autres pays. On est en Côte d'Ivoire, en Afghanistan, ... On est dans plein de pays. L'armée française elle au moins sur 15 théâtres d'opérations actuellement. Moi ma mission était d'infiltrer le FPR. J'ai infiltré qui ? j'ai infiltré la cellule de Bruxelles. Le Pasteur Bizimungu, qui est devenu le président du FPR, j'allais manger avec lui à Bruxelles toutes les semaines. À Bruxelles. Je maîtrisais totalement toute cette filière. D'ailleurs il pourrait le dire. De cette filière-là, c'est le Pasteur Bizimungu qui un jour a commencé à parler de Kagamé car Kagamé était venu, et qu'on a monté la visite à Paris et ma rencontre avec Kagamé à Paris. Tout ça en infiltration. Je dois vous dire une chose que le président Mitterrand n'était pas ravi et n'avait même pas connaissance dans un premier temps de la visite de Kagamé à Paris. C'est à la suite de mes rapports, des photos qu'on lui avait remises que le président Habyarimana avait dit au président Mitterrand « comment ça se fait que vous recevez mes plus durs opposants à Paris ? » et en lui montrant les photos de Kagamé à Paris, qui avait été prises par des services qui collaboraient avec moi, c'est le président Habyarimana qui avait montré ça à la grande surprise du président Mitterrand. Vous savez, des fois, les chefs d'état ne sont pas si bien informés que ça, et puis on ne peut pas être informé de milliers de personnes qui débarquent chaque jour à Paris, des opposants il y en a dans le monde entier.

- et sur l'arrestation de Kagamé ?

- l'arrestation de Kagamé. Moi, je vais vous dire, Kagamé, ce que je vais vous dire est particulièrement important, Kagamé, quand il est venu à Paris, à moi-même, et d'ailleurs c'est déposé devant la justice, il cherchait des télécommandes à distance pour faire un attentat massacre pour tuer le président Habyarimana à Kigali, déjà. Quand Kagamé est venu à Paris, il y a fait de nombreux magasins un peu spécialisés de surplus militaires, etc. Il y a vu des personnes peu recommandables. J'avais poussé un petit peu les différents services secrets français à regarder ce qu'il y avait dans leurs affaires. Dans un premier temps, Kagamé était au Hilton Suffren, près de la Tour Eiffel, après son arrestation et sa garde à vue, et surtout la fouille pour voir le matériel et les contacts qu'il avait, il a déménagé et il a été au Sofitel de la Défense. C'est là où j'ai eu rendez-vous avec lui, et j'ai mangé avec lui dans sa chambre, qui était la chambre 623.

C'est là où il me demande de l'aider. Parce que moi, n'oubliez pas, je suis infiltré, je suis sous une casquette, il me demande du matériel télécommandé pour assassiner Habyarimana. Là on est loin. On est encore des années avant l'attentat de l'avion.

- sur cette arrestation, Jean-Christophe Mitterrand ?

- Jean-Christophe Mitterrand. Tout ce qui a été dit sur lui est absolument faux. Je connais bien la famille Habyarimana, je suis un proche du président, de son épouse, de son fils, de toute sa famille, de tout le monde, même encore aujourd'hui, je dois le reconnaître. Jean-Christophe n'avait pas les rapports qu'on a dits avec le fils Habyarimana. Ils ont dû se croiser deux fois. Jean-Christophe est un gentil garçon. Il n'a rien à voir dans cette affaire, ni d'immiscions avec son père, etc. Des propos, oui. Jean-Christophe n'a rien avoir dans cette affaire, c'est un montage et c'est une manipulation.

- après, à un moment, vous partez en mission au Rwanda, le nom de la mission est « insecticide », et à l'époque vous êtes mis en contact, vous travaillez avec le ministère de la défense rwandaise à ce moment-là ?

- non, moi j'ai toujours travaillé directement pour le président. Je vais vous dire, j'ai fait plusieurs missions. J'ai fait des missions d'évaluation, des missions d'infiltration, j'allais dessus. L'attaché militaire à l'époque sur place, il ne faut pas oublier que c'est le colonel Cussac qui était un colonel de gendarmerie, qui était l'un de mes amis. N'oubliez pas que je suis officier de gendarmerie, quand même. Des différentes missions que j'ai effectuées, il y en a une que je raconte en détails, parce que j'ai failli quand même y laisser ma vie. Le président Habyarimana m'appelle et me dit « viens en urgence à Kigali ». J'arrive à Kigali, on me met dans une résidence, je vais voir le président. On est au mois d'octobre 1993. Il me dit : « Paul, il se prépare quelque chose de grave ». Il faut savoir que deux états Rwanda et Burundi ont les deux mêmes problèmes, au niveau ethnique, deux mêmes équilibres,

encore pire au Burundi où c'est toujours les militaires Tutsi qui ont eu le pouvoir. Vous savez, on est en octobre, le président hutu du Burundi a été élu au moins de juillet, avec 67% des voix au premier tour. Le président Habyarimana me dit : « Paul, j'ai eu des informations, ils vont assassiner le président Endadaye*. Va sur place, fais une enquête, tu lui parles, il t'attend. » Je prends un avion de Kigali, je vais à Bujumbura, je suis reçu par le président Endadaye* et il me dit « mais non, mon capitaine, c'est la démocratie, j'ai été élu au premier tour, si une goutte de sang me coulait de l'oreille, le peuple, etc. » C'est les gens qui croient que parce que vous avez eu un suffrage universel, vous êtes un héros ». Et il me dit « je vais écouter ce que m'ont dit les présidents Habyarimana et Mitterrand, je te donne un ordre de mission, d'enquêter, je te présente Christian, le chef des services secrets, il va travailler avec toi ». En huit jours, par mes contacts et mes réseaux j'ai la certitude qu'un coup d'état est en préparation, des armes ont été détournées, le président est sous écoute, je trouve des micros, je trouve des branchements, etc. Je sais que les militaires vont prendre le pouvoir etc. Je mange avec lui le soir, et je lui dis « M. le président, c'est grave, vous ne passez pas la semaine prochaine avec ce qui se prépare ». Il me dit « c'est pas possible, etc. » Il me demande ce qu'il faut faire. Je lui dis « voilà, il faut renforcer votre garde, il faut faire comme ça, etc. » Il me dit « fais le plan, tu retournes à Paris et tu fais comme ça ». Dans la nuit, le chef des renseignements me dit : « en sortant de chez le président, tu viens manger avec moi ». Je vais dans sa maison. Il a une toute petite maison, très minable. Il me dit « je m'excuse, on n'a jamais été au pouvoir ». On est assis sur deux caisses, on mange un quart de poulet, les enfants me regardent avec des yeux comme ça. Et on a un garde de sécurité. On est dans un quartier populaire de Bujumbura. D'un seul coup le gardien dit : « Vite, vite, les militaires arrivent, c'est pour nous, c'est pour nous. » Je prends le kalash, je me mets dehors, une balle dans le canon. Trois véhicules de militaires, et ils me voient, moi, le blanc. Ils n'osent pas s'arrêter, ils font le tour de la maison et ils repartent chercher du renfort, parce qu'ils m'ont vu, le blanc avec le kalash prêt à tirer. Christian me dit : « il faut qu'on se sauve, ils veulent tenter quelque chose contre toi, ils doivent savoir ». On traverse le pont, je vais passer la nuit au Zaïre. Au même moment, vous savez ce qu'il se passe ? à 5h du matin, moi j'étais à l'hôtel « Les Sources du Nil », j'avais mes affaires, deux aml arrivent, tirent deux obus de 90 dans la suite où j'étais, rentre à la résidence, chope le président, lui coupent les couilles, lui coupe le nez et le traînent dedans. C'est l'assassinat du président Endadaye*, et moi je pars juste 24h avant.

Qui était à Bujumbura, pour coordonner ça ? Notre ami Kagamé. Quand Kagamé voyageait, il voyageait avec un passeport diplomatique du Burundi. Qui avait le pouvoir au Burundi, à cette époque, qui l'ont toujours, ce sont les militaires Tutsi. Il faut savoir que les Hutu qui sont majoritaires au Burundi, ils n'avaient pas un sous-officier ou un soldat dans l'armée depuis toujours. Il ne sert à rien de contrôler toute la population. Il suffit de contrôler le pouvoir et l'armée. Ça c'est pour en revenir, vous voyez on est 8/10 octobre au Rwanda, et la guerre au Rwanda se déclenche au mois d'avril. Tout s'accélère.

Dans l'attentat. On savait que se préparaient beaucoup de choses. Ce qu'il faut savoir, le point d'orgue de tout ça, et je le dis avec force et conviction parce que c'est la vérité et que la vérité va se savoir dans peu de temps, c'est que le génocide et la guerre du Rwanda sont venus par le FPR a été souhaitée par le Museveni* qui a entraîné, donné la logistique, les véhicules. On a récupéré des valises entières de matériel de l'armée ougandaise. On a des cartes d'identité des Ougandais qui sont rentrés. C'était une agression en tandem du FPR et de l'Ouganda contre le Rwanda. Il y avait un accord de défense avec la France, et c'est normal.

Ce qui fait basculer le tout, et là on voit que Kagamé est un grand stratège et un manipulateur, c'est l'avion. Moi je savais qu'il voulait tuer Habyarimana, mais il n'a pas hésité à provoquer la réunion où Mobutu devait être, où il y avait le président intérimaire du Burundi, son état-major complet, son frère, et moi au Rwanda, je travaillais pour lui qui était le correspondant de de Grossouvre, c'était le même parallèle. Officiels, il y avait l'attaché militaire français, la DGSE, etc. Moi, je travaillais en parallèle. Et l'attentat de l'avion est programmé, structuré, organisé, financé par Kagamé. S'il n'y a pas l'attentat de l'avion, Kagamé jamais il ne peut prendre le pouvoir, et jamais il ne serait au pouvoir. Mais en faisant l'attentat, il sait qu'il déclenche une vague d'hostilités et de génocide d'un côté. Mais Kagamé, il a pris trois/quatre mois à infiltrer je dis bien des milliers de Tutsi militaires à l'intérieur du Rwanda, et de Kigali. Il les a infiltrés dans les résidences. C'est les femmes qui portaient des munitions, les kalash, etc. J'ai vécu, parce que j'ai combattu avec les hutu jusqu'au dernier, et j'ai

vécu des choses extraordinaires sur place, que je peux vous raconter. Quand je vous dis je comprends. Toute mort est quelque chose d'horrible. On ne peut pas excuser ce qui s'est passé. Mais il y a eu une telle peur de cette subversion. Et en plus le hutu, il est petit, il est trapu. Je veux dire, il est lent intellectuellement. Le Tutsi il est grand, intelligent, guerrier, etc. Le hutu a une peur panique du tutsi. Voyez. De la nuit des temps. Parce que ça a été le seigneur contre les esclaves. Il faut se mettre, en Afrique, on est au Moyen-Âge. Et il y a une peur comme ça. Et ils ont infiltré. Moi j'ai vécu sur place. On avait des scanners. C'était la guerre. Les deux tiers de Kigali ont été pris. Sur les scanners. Je monte dans un véhicule militaire sur une colline, on capte une émission de radio d'une femme qui a un walki-talki, d'une femme tutsi qui dit : « il y a trois véhicules qui viennent de passer devant nous, dans le véhicule mercédès numéro tant, il y a un blanc ». Et le blanc c'est moi. Ils ont des observateurs et des traîtres partout, dans toute la population, qui donne les positions de l'autre côté.

- à ce moment-là, vous étiez tout seul ?

- Non, on était plusieurs. J'étais avec le général Kabiligy* qui était le commandant militaire et le chef d'état-major. Ce que je veux vous dire c'est que même au moment où on y était, ils avaient des tops de partout équipés de moyens radios qui donnaient nos positions en face, les endroits où se trouvaient les militaires pour régler les tirs d'artillerie. Je vous dis ça pour montrer comment c'était structuré et organisé. Il ne faut pas dire : « il y a eu l'avion, il y a eu un génocide, on est rentré ». Attendez, l'Afrique, je connais. Pour préparer ce qu'ils ont préparé les militaires, et pour rentrer dans ce qu'ils ont fait, il faut six mois, même pour une armée traditionnelle, alors vous imaginez, le FPR c'est une armée de rebelles. Tout ça c'est un montage qui a été structuré. Le détonateur a été mis. La preuve que le détonateur a été mis, moi je vous le dis. Deux chefs d'états, amis et alliés de la France, élus au suffrage universel, sur les 185 dans le monde, abattus par un attentat terroriste. Des missiles, un avion, on sait bien que ce n'est pas un accident. Dedans, il y a trois français, pilote, co-pilote, mécano. Aucune plainte, dans le monde entier, alors qu'on parle de la lutte antiterroriste. Est-ce un attentat, ou ce n'est pas un attentat. C'est un avion civil. C'est pas un état en guerre qui descend un autre avion militaire en guerre. Personne. La première plainte a été déposée par Mme Habyarimana, en France. Je l'ai rapatriée. Elle a été refusée, parce que Mme Habyarimana est étrangère et que les faits ont eu lieu à l'étranger. Il y a eu des années. Le pilote, le co-pilote, le mécano, ils étaient français. Les familles ont eu des pressions de pas m'écouter. On leur disait : « surtout, n'écoutez pas Barril, si vous portez plainte, vous ne toucherez pas l'assurance ». Il faut savoir que l'assurance de l'avion, l'avion était au Rwanda, c'était la Loyd*. Mais quand l'assurance a remboursé à l'avocat, elle a remboursé le gouvernement. Le gouvernement c'était qui ? c'était Kagamé, qui a dit : « on ne donnera pas un sou aux génocidaires ». En ayant cette information, un des membres des familles des trois qui a été abattu, par mon avocate, Maître Hélène **, que je tiens à citer ici, qui est mon avocate depuis une quinzaine d'années, on a fait déposer une plainte pour attentat, assassinat, etc., au parquet de Paris. Cette plainte a été donnée au juge Bruguière. J'ai été le premier à être entendu, j'ai amené la boîte noire, j'ai amené l'ensemble des éléments matériels et des témoignages que j'ai eus, j'ai amené toute l'enquête que j'ai faite, parce que je sais qui a tiré, qui a utilisé les missiles, qui a supporté. Le chef de cet attentat, celui qui l'a commandité et exécuté n'est autre que notre Paul Kagamé.

- Comment vous expliquez que Dassaut aie dit qu'il n'y avait pas de boîte noire ?

- Je vais vous faire une révélation qui est grave. Aujourd'hui, dans le dossier de la justice, tout ça a changé. Parce que même dans le dossier de la justice, parce que c'est à la justice, c'est pas à Barril parce que ça arrangeait, chez Dassaut, on a remis les factures de maintenance de la boîte noire de l'avion du président Habyarimana. Vous voulez que je vous répète ? On a les factures de la maintenance de la boîte noire du Falcon 50. Parce qu'on a dit à M. Dassaut de dire qu'il n'y avait pas de boîte noire.

- qui a dit ça ?

- Je vous ai dit qu'à cette époque il n'était pas de bon ton de déposer une plainte sur cette affaire. Aujourd'hui, les choses ont changé. Moi, je fais de la lutte anti-terroristes depuis trente ans, je n'ai pas changé. Un terroriste, c'est un salopard et on doit l'empêcher de nuire. Celui qui commet un attentat terroriste, qui est responsable de la mort de plus trois millions de personnes doit pas être chef d'état, il doit être poursuivi, il doit être condamné, on doit l'amener à La Haye, et c'est ce se passera. Le juge

Bruguière a fait un travail extraordinaire. Parce que c'est le seul juge antiterroriste qui connaisse bien tous ces mécanismes et qui connaît comme ça se passe, et comment les gens se dissimulent derrière des structures ou derrière des mandats de l'état.

- Pour revenir à la période juste après l'attentat, j'ai lu dans *Play Boy* que vous êtes à l'ambassade. Est-ce que vous pouvez nous raconter cette période ?

- Moi, on m'appelle à Kigali. Il faut savoir que l'armée du Rwanda à peu près dispose au moment où j'y étais, de 26 à 27 bataillons. Un bataillon, en Afrique, entre 500 à 700 hommes. Bataillons équipés, un petit peu entraînés par la France, c'est des bataillons africains. On en perdait deux à trois par jour, débandade, etc. C'est une débandade générale, il n'y a plus de chefs de présent, il n'y a plus de ministre de la défense. C'est un pays qui n'est plus commandé et c'est un pays qui vient d'avoir un choc psychologique très profond. En plus, le lendemain de l'attentat, la France, on a remballé, on s'est tiré. Moi, à l'époque, le ministre de la coopération, c'était Michel Roussin, je lui avais dit : il faut laisser la Légion, laissez-moi deux compagnies de Légion. La France, on serait resté, ils ne passaient pas. Ils ont profité d'une débandade générale, on tue le chef, et tout le monde recule. C'est comme dans les films. Donc, on s'est trouvé comme ça. Moi, je suis resté à Kigali, pour galvaniser l'ensemble. La première des choses que j'ai faite, on a repris l'ambassade de France, on est repassé à l'assaut, on a repris l'ambassade de France. Tout avait été abandonné, les documents, les machines étaient cassées, tout était sur place, et j'ai eu beaucoup de mal à monter les couleurs parce qu'en partant les militaires français avaient coupé la corde du bas. Alors imaginez, pour remonter les couleurs, il faut monter au mât, vous voyez un peu. On m'a envoyé quelqu'un, et quand on a remonté les couleurs il y a eu une ovation générale, parce que tout le monde croyait que les Français restaient. Un peu plus loin, à trois cents mètres, il y avait l'ambassade du Zaïre, de Mobutu, il y avait peut-être mille personnes de réfugiés. L'ambassade de France était la cible de tous les tirs de mortiers. Donc, on a repris l'ambassade de France. J'ai essayé, j'ai rassemblé tous les officiers qui étaient à l'époque sur Kigali pour essayer d'organiser. Kigali, c'est un peu comme Dien Bien Phû, avec des collines, vous avez vu. Et nous, ils ne nous restaient que le mont Kigali. En face, on les voyait, les gens du FPR, on les voyait arriver. Et je dois dire que c'était des salopards quand même. On les voyait arriver, ils se mettaient dans les églises, et ils mettaient leurs canons sans recul dans les clochers des églises et ils laissaient qu'une petite équipe pour tenir, mais tout autour, vous savez ce qu'ils faisaient ? Ils mettaient des milliers de mines antipersonnel. On n'a jamais pu reprendre une position. Vous envoyez cent personnes, vous avez des milliers de mines antipersonnel. Les premiers avaient les jambes qui sautaient, etc. Et ces mines antipersonnel ont tué plus de civils après, ont tué des bêtes.

Il faut savoir que le Rwanda aujourd'hui, c'est la plus grande armurerie de l'Afrique. C'est le FPR qui a utilisé les mines antipersonnel, voyez. Au niveau de ce qu'on appelle le génocide, c'est une peur du côté des Hutu, c'est une peur panique. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu de génocide. Au contraire. Mais je dis qu'il a été déclenché volontairement. S'il n'y a pas d'avion. Celui qui est responsable du génocide, qui doit être jugé, c'est celui qui fait l'attentat. La justice française apportera bientôt une réponse éclairante.

- Une fois que l'avion a été abattu, pendant la guerre en 1994, vous n'avez plus de contacts avec les officiels français ?

- Vous savez, c'était un moment de fou. La France a quand même eu un moment de panique et une peur, il y a un recul politique. Il y a toujours des contacts, il y a des informations, mais si vous voulez, n'oubliez pas qu'on était dans une période un peu... regardez qui était le 1^{er} ministre, c'était M. Balladur, on était dans un gouvernement de cohabitation, c'était pas très.. on a une grande peur de ces affaires-là. On était comme il y a un siècle, où on intervient, il y a le monde entier, il y a une opprobre, etc. Et puis il n'y a plus de chef, il n'y a plus de régime à défendre. On avait perdu, et on se retrouvait dans une situation qui était catastrophique. Le fait qu'après la France aie fait une opération pour venir en aide, oui. On a essayé d'éviter que le génocide... Le vrai génocide, c'est un génocide de Hutu, c'est pas un génocide de Tutsi. Quand on connaît. Il faut m'expliquer. Moi, je ne condamne ni les uns ni les autres. Je vous dis quelque chose. Les Tutsi représentent 10-15% de la population, sur 7 millions, vous voyez ce que cela fait, 10-15%. Même s'il y a un million de Tutsi. Il y a un million de morts de Tutsi. Non seulement il n'y en avait plus, mais c'est eux qui ont chassé les trente bataillons et qui ont fait fuir les six autres millions de Hutu du pays, et les Tutsi encore, c'est eux qui sont rentrés d'un tiers dans le

Zaïre. Où ils manipulent encore aujourd'hui. Il faut pas se leurrer, le Burundi et le Rwanda sont deux régimes militaires très efficaces et particulièrement dangereux pour la région des Grands Lacs.

- sur votre expérience... en quoi consistaient en fait vos missions avant l'attentat d'Habyarimana?

- justement, les missions avant c'est d'éclairer le pouvoir politique, de donner les informations. Moi, je vais vous dire, c'est un échec. Malgré tout ce que j'ai pu dire... on savait que le FPR... et je voudrais dire une chose qui est quand même très importante parce qu'on condamne le président Habyarimana. J'ai une grande estime pour lui. Le président Habyarimana avait accepté les accords d'Arusha et il les suivait à la lettre. Les accords internationaux avaient été une garantie de tous les pays, et la garantie de l'ONU. Il avait accepté. C'est Kagamé qui se sentait pris, parce que Kagamé il était pris dans une nasse, et il savait très bien qu'en cas d'élections, les Hutu représentent 80% de la population, donc c'est ça la démocratie. Quand on revient, on reparle tout à l'heure de l'attentat, moi, dès que l'attentat... je joue tout ce qu'il y a de plus clair, dans la légalité. Dès que j'ai les éléments sur l'attentat, j'écris au secrétaire général de l'ONU, par l'intermédiaire de mon avocat : voilà, j'ai ceci, j'ai la boîte noire, je sais qui sont les commanditaires de l'attentat contre le chef de l'état. Le secrétaire de l'ONU me répond : « mon capitaine, je vous remercie vivement de votre lettre mais nous ne sommes pas du tout concernés, voyez de côté de l'aviation civile au Canada ». La lettre que j'ai, elle est dans la procédure, elle est dans le dossier du juge Bruguière.

C'est une lettre de l'ONU, elle est dans la procédure, elle est à mon nom, et il me répond, en disant : « merci beaucoup pour vos informations, il n'y a pas d'enquête de notre côté, voyez peut-être du côté de l'aviation civile au Canada », signée.

- à ce moment-là, la France contrôle l'espace d'où ont été tirés les missiles, donc la France doit savoir...

- Non, c'est beaucoup plus flou que ça. Vous avez regardé la carte. Il y a plein de collines. Vraiment, il faut avoir vécu ça. Je vais vous dire, ce sera l'objet de mon prochain livre. J'écrirai un livre dessus. Dès que l'avion a été abattu – pour montrer que c'est un complot – le FPR est passé immédiatement à l'offensive, et le feu a été ouvert de toutes les collines en même temps. Il n'y a pas l'attentat de l'avion et un truc. C'est une opération combinée, préparée et structurée. N'oubliez pas que je vais après à l'aéroport, on se bat, on reprend l'aéroport, et je récupère tous les enregistrements, ils sont chez le juge. J'ai 80 kilos de ** de l'avion, et tous les livrets de bord de l'aéroport, les dernières boîtes du pilote qui dit ceci etc. Tout ça c'est dans le dossier. Vous vous rendez compte, j'ai détenu ce matériel pendant 5 ans de cet attentat, personne n'a voulu me le prendre. Jusqu'à ce que l'information soit ouverte et que Bruguière rentre officiellement en procédure. J'ai gardé dans une cave, bien précautionneusement tous mes dossiers sur un attentat. Et aujourd'hui tout le monde vous rabat les oreilles avec la lutte anti-terroriste, vigipirate etc.

- est-ce que vous pouvez nous parler de M. Lemonnier*

- M. Lemonnier*, c'est une histoire bête. Dans le cadre de mon travail, j'ai dépisté des infiltrations dans l'entourage du président Habyarimana. En Afrique, comme vous le savez, il y a beaucoup de corruption. M. Lemonnier a été manipulé par le FPR. M. Lemonnier travaillait pour le FPR. Je ne veux pas dire du mal de M. Lemonnier, vous savez qu'il est mort. Son père avait été condamné à 20 ans de prison pour collaboration avec les Allemands. M. Lemonnier était entre Annecy et la Suisse, etc. Il avait infiltré avec l'aide d'un médecin l'entourage du président Habyarimana et le ministère de la défense, c'est un coup fabuleux de Kagamé. Kagamé, je le dis, c'est le chef d'état le plus intelligent que j'aie jamais rencontré. Il avait infiltré l'entourage et une année donc avant de déclencher l'offensive générale et l'attentat de l'avion, Lemonnier s'était infiltré dans l'entourage du président et du ministre de la défense, en disant au moment où le président Habyarimana préparait ses armées, ses stocks de munitions en sachant que le Museveni* et Kagamé allaient attaquer, Lemonnier a pu prendre l'ensemble du budget de la défense, c'est 12 millions dollars, c'est énorme, pour fournir des munitions pour les FAR (des lunettes de vision nocturne, du matériel, des équipements, etc.), et comme il y avait des commissions, ils ont payé la totalité à Lemonnier. Mais Lemonnier, comme il travaillait pour le FPR, non seulement il n'a rien livré, mais le peu qu'il a livré il dû livrer pour 200 mille dollars sur 12 millions, c'est du matériel obsolète qui ne correspondait pas au calibre des munitions. En plus, ils ont gardé l'argent. Quand le FPR a attaqué, le Rwanda n'avait ni les munitions ni l'argent pour en acheter

de nouveau. Alors moi, quand j'ai eu ce dossier, j'ai localisé Lemonnier, j'ai essayé de récupérer au profit du Rwanda, par des procédures, l'argent ou les munitions. Lemonnier se sentait fort. Il a même déposé une plainte contre moi. J'ai été mis en examen, ça a duré une journée, j'ai eu un non-lieu le même jour. J'ai écrit au procureur de la République d'Annecy. Je suis gendarme, « Monsieur le Procureur de la République, j'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que M. Lemonnier a fait ceci a fait cela, annexe 1, annexe 2, annexe 3, annexe 4, annexe 5. » Le procureur m'a fait entendre par la filière de le SRPJ* à Paris, et le lendemain matin Lemonnier a été arrêté et incarcéré immédiatement, perquisition. L'ensemble des éléments que j'avais dits ce sont révélés exacts. On a tout retrouvé chez lui, etc. Lemonnier a été détenu, il est sorti de prison et bizarrement, comme toutes ses affaires, il est mort quelque temps après, d'un arrêt cardiaque. L'attaché militaire de l'ambassade qui avait été corrompu, qui travaillait avec Lemonnier, est mort aussi d'arrêt cardiaque. Il n'y a que moi qui suis resté vivant dans toute cette affaire.

- mais Lemonnier avait menacé, avait fait un chantage sur des révélations qu'il aurait pu faire sur les services français...

- Mais bien sûr. Lemonnier a été mis en place par Kagamé, le FPR. Rappelez-vous le portrait du Tutsi manipulateur, intelligent, attendez, moi je sais reconnaître... Ce qui est extraordinaire c'est que non seulement ils évitent que la cible aie des munitions, mais en plus ils leur prennent le pognon. C'est extraordinaire. Et Lemonnier, il s'est pris 4 ou 5 millions de dollars, il avait des bateaux... Et en plus Lemonnier, c'était pas un vieux routier dans le métier des armes, c'est pour ça qu'ils l'avaient pris. C'était un mec qui devait avoir 30, 32, 33 ans. Il était inconnu. C'était ni un mercenaire ni un vendeur d'armes. Il a été pris parce qu'il avait des contacts dans les pays de l'Est*, et que les gens de Kagamé l'avait tamponné et manipulé. Donc, voyez, guerre secrète au Rwanda. Kagamé, c'est quand même quelqu'un de très fort. Je voudrais quand même souligner. Qui est derrière Kagamé. Ce sont les américains. Kagamé, toute sa formation a été faite en Amérique. Quand Fred a été abattu, il était en école militaire. Kagamé était colonel du MRA, c'est-à-dire chez le Museveni* chargé des relations avec la CIA. Il faut savoir que l'Ouganda c'était quand même le pays phare de l'Amérique, FMI, Banque Mondiale. Il faut quand même se rappeler que Clinton a rendu visite à Kagamé à Kigali, que l'aéroport de Kigali est le plus grand aéroport militaire de toute l'Afrique, etc. Et en fait aujourd'hui il y a une lutte au couteau en Afrique entre la France et l'Amérique. L'Amérique détient tout le pétrole du golf de Guinée. Un autre conflit aujourd'hui, où le pétrole coule à flots, au Tchad. Il y a 100% de pétrole pour l'Amérique (Tecson*, Chevron*, et Petrolar*). Vous prenez la Guinée équatoriale qui est le troisième producteur de pétrole après l'Angola et le Nigeria, il y dix compagnies américaines, c'est 100% de pétrole pour les USA. Donc, en sous-mains, il y a une guerre secrète. Et il est sûr que les Américains à ce moment-là avaient dit à la France : laissez tomber l'affaire du Rwanda, nous on vous embêtera pas ailleurs. C'est pour ça que je me suis retrouvé en porte-à-faux et que je dois dire que j'ai agi en franc-tireur et de ce que j'appellerai de la justice secrète. C'est un particulier qui fait déposer une plainte et qui met en œuvre la justice. Je rends hommage ici au juge Bruguière qui lui ne tient compte ni de la politique ni d'autre chose, mais tient compte de savoir si ce sont des salopards ou pas, et il y va. Il y va.

[changement de k7]

On a retardé certainement de un mois, de trois semaines, la prise de Kigali. On était les seuls à faire des opérations sur les arrières de Kagamé : dépôts d'armes, dépôts de munitions.

- « on » ?

- c'était mes gens à moi, comme toujours ?

- mais les relations avec les services français sont quand même assez poreuses ?

- Non, chacun dans son domaine. Le service français... Si vous me demandez quelles sont... Vous avez vu que j'étais chef de la sécurité et directeur de la lutte anti-terroriste à Bangui, le président a été victime d'un coup d'état, on a été submergé par deux milles tchadiens et des islamistes, c'est sûr qu'il y a des Français au milieu, il y a 1200 français, quand ça canarde de partout, la France a quand même le bras long pour trouver ses ressortissants et défendre ses intérêts. Quand vous dites c'est poreux, oui. Moi, vous m'avez demandé quelle est ma fonction. Moi je suis toujours officier de gendarmerie, je suis retraité, mais je suis conseiller de chef d'état dans le domaine de la lutte anti-terroriste. Ça me

donne accès à Interpol, ça me donne accès à beaucoup de choses. Pour plusieurs pays, officiellement, nommé par décret. Donc on parle d'état à état. Je parle plus Paul Barril, français, mais je parle Paul Barril conseiller de tel chef d'état qui demande que, et qui donne.

- après le génocide et la guerre, vous n'étiez plus à la gendarmerie ?

- non, moi, j'ai quitté, je vous l'ai dit, en 1984.

- et vous avez été réintégré ?

- je suis en disponibilité. C'est un statut très particulier. Je perçois une partie de mon salaire, je suis toujours machin, mais je suis en disponibilité, donc je suis disponible.

- et vous avez été réintégré ?

- non.

- Je reste officier, vous savez, officier de gendarmerie, quand vous rentrez dans un service, dans une machine, vous le restez jusqu'à votre mort. On défend d'abord les intérêts de son pays, c'est la première des choses. Il n'y a pas plus bleu-blanc-rouge que moi, c'est la moindre des choses.

- et c'est la mort de M. de Grossouvre, dont vous étiez très proche

- très, qui est mort bizarrement aussi. On dit, il est mort peu de temps après l'avion, c'est un autre sujet, on est loin du Rwanda, il y a toujours une guerre quelque part, il y a toujours un coup tordu à l'intérieur d'un coup tordu, mais ça fait des traces.

- au moment où vous arrivez à Kigali après l'attentat contre l'avion, est-ce que vous êtes en contact avec les Français qui restent sur place ?

- très peu. Les Français, c'est l'envolée de moineaux, d'ailleurs c'est les ordres, les ordres de la France, on se replie immédiatement. Il n'est plus resté un Français. En 24h, ça a été une envolée de moineaux. Ça, ça a été une faute. Pour moi c'est une faute politique. Si on était resté, parce qu'il y avait une compagnie du REP* à l'aéroport à Kigali, on serait resté sur nos positions, ils ne passaient pas. Kagame n'était pas si fort que ça. Il a même été surpris. Vous lui demandez aujourd'hui. Il a été surpris de cette débandade. Il fallait trois fois rien. J'ai pas assez été épaulé dans ma mission. Si vous me demandez pourquoi on a quitté Kigali, je vais vous dire. Les gens venaient me voir : capitaine, on a tiré la dernière cartouche, donne-nous des munitions de kalash. Donc, voyez. Kigali est tombé par manque de munitions. Les gens n'ont pas fui. Les gens ont décroché. Tous les convois étaient canardés, ils avaient du 120, ils avaient du 14,5 et tout. Moi, j'ai failli y rester. On a eu les derniers petits écureuils, les hélicoptères qui étaient extraordinaires. Les pilotes... du Rwanda, les Rwandais, ont été extraordinaires. On a fait des opérations avec, on a sauvé des gens, on a maintenu ce qu'on pouvait. Si vous me demandez... on n'a pas eu de logistique. On aurait eu un avion de munitions, etc. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'on avait des AML de 60 et des canons de 90. Il y en avait 6 d'en panne qui servaient de canon. On n'avait plus de munitions. Les autres, ils avaient tout. Parce que le Museveni* derrière, il ne faut pas oublier que les camions de l'armée du Museveni* et du NRA alimentaient et de l'autre côté, il y avait un embargo, il n'y avait rien. Si vous voulez, l'armée du Rwanda n'est pas payé. Ceux qui commandaient et qui avaient des officiers n'étaient pas plus mauvais que les autres. Si la France avait dit « on reste », il n'y aurait jamais eu... C'est ça que je reproche.

- au moment de la Mission d'Information, vous n'avez pas été ?

- ils étaient bien embêtés. Pourquoi ils étaient embêtés ? parce que je poussais pour l'enquête sur l'attentat de l'avion. Cette Mission, c'est une Mission d'escroquerie. Parce qu'à cette époque, la seule question que je disais : qui a fait l'attentat, il y a trois Français dedans, où est la plainte, qu'est-ce qu'on fait ? quels sont nos trucs ? Attendez. Comment vous estimez que trois ressortissants français dans un avion, on parle pas des Rwandais, sont abattus dans un attentat, personne n'ouvre une information, on n'entend personne, il n'y a pas de responsable. Demain, vous auriez des proches qui sont abattus dans un avion, on vient vous voir, on dit « il n'y a pas d'enquête, il n'y a rien, il n'y a qu'edal », vous diriez quoi ? Le vrai scandale, c'est le scandale des médias et des Français, que personne ne se soit levé là-dessus. Vous vous rendez compte, cette complicité, cette complaisance de tous les spécialistes de l'Afrique ou autre chose, de ces donneurs de leçons. Et Mme Rudevski** « Sos

attentat », trois Français morts dans un attentat, elle n'en a jamais tenu compte. Chaque fois que je posais la question : « on connaît pas ». C'est pourquoi qu'on ne voulait pas me voir. Parce que moi j'ai dit : si je vais à la Mission d'Information, j'amène la boîte noire, j'amène tout ce que j'ai. Personne ne voulait prendre en compte ce que je disais. Et maintenant, vous avez remarqué que même les médias, l'histoire commence à tourner. Quand vous me parliez de Dassaut. Je vous le dis. Parce que comme Dassaut avait dit qu'il n'y avait pas de boîte noire dans le Falcon, il fallait demander aux pilotes s'il n'y a pas de boîte noire dans la Falcon. Je vous dis maintenant dans la procédure il y a les factures de maintenance de la boîte noire du Falcon 50. Ça c'est le poids politique qui fait dire : faut discréditer un tel, faut discréditer un tel.

- Il y a eu des informations qui ont fait état de la participation d'officiers français à des interrogatoires du FPR. Est-ce que vous mêmes vous avez assisté à ce type d'interrogatoires ?

- Non, là, ça c'est avant. N'oubliez pas, ce que je vous dis, c'est qu'on était ami et allié. Donc des gens ont été formés. Je n'ai pas honte de vous dire, la France avait formé dans les personnels du rwandais 67 Commandos de Recherche et d'Action en Profondeur. Sur 67, il en restait 25 de vivants. Les 25 de vivants, c'est la première chose que j'ai faite quand je suis arrivé : sortez des rangs, vous venez avec moi. Ça, ils ont intégré mes trucs. Les CRAP, c'est des gens qui ont été formés par les services français donc les instructeurs qui participaient aux interrogatoires, oui, moi j'ai vu des gens du FPR, c'est de bon ton. Attendez. D'un autre côté, moi j'aurais été pris du FPR, je ne serai pas resté vivant. Ils ont cherché à m'avoir, plusieurs fois. Je crois qu'il faut que je me sauve.

- encore une. Quand vous restez au Rwanda, quand vous vous battez après l'attentat, quand est-ce que vous êtes obligé de partir ?

- à la prise de Kigali.

- le 4 juillet ?

- j'ai été le dernier, je vais vous dire, j'ai failli pas sortir. J'avais prévu un hélico qui me récupère le matin, les autres en face ont su que je devais, j'étais sur le stade en haut près de machin, ils ont canardé au mortier sans interruption. Déjà, je peux vous dire que si on n'a pas eu de morts, le petit groupe qui était avec moi, mais dans les gens qui étaient, on a eu 80 morts rien que là. On n'était terré dans les trous. Et j'ai dit, ce coup-ci on n'est perdu, parce qu'on ne pouvait plus décrocher à pieds, on était encerclé. Donc j'ai dit : on va attendre la nuit et on va tenter. Et j'avais un Falcon 900 qui m'attendait à Goma. Falcon qui a failli... C'est la chance de ma vie, mais vraiment, on pouvait même pas se laver, il n'y avait plus d'eau et des cadavres partout, on était obligé de se doucher à la bière. Je ne sais pas si vous savez ce que c'est des obus de mortiers de 120, mais même s'ils tombent à 100 mètres, vous décollez de ça du sol. Ça nous tombait, court ou long. Moi, je calculais, parce qu'on est des artilleurs aussi. On disait bon, quand il est long, les mecs ils mettent deux degrés de machin pour être sûrs, je disais attention ça va être court, là on avance un peu. Et le soir vers 16h, d'un seul coup, tout c'est arrêté, les tirs. Vous savez pourquoi ? Ils avaient trop canardé, ils n'avaient plus de munitions, les autres ne sont pas arrivées. On a eu un quart d'heure, vite l'hélico, faites venir l'hélico. L'hélico, ils nous criblaient de balles. Le soir, j'avais un rouleau de scotch, je bouchais les bulles de l'hélico avec le scotch. Il n'y avait plus de mécano, il n'y avait plus rien. Il n'y avait que le pilote. Le pilote s'est posé, j'ai bondi dedans, on s'est arraché, on était les derniers. Il m'a posé à Goma, le Falcon qui m'attendait devait décollé un quart d'heure après. On a été canardé, on est passé comme ça, il y a eu un avion qui s'est posé [...]. On a été canardé.

- une fois à Paris, vous n'avez pas eu de contact avec l'Élysée ?

- non. Voilà, je vous ai tout dit. D'autres questions. La prochaine, je vous ferai la fin de Bangui. J'ai été blessé le 21 décembre, j'ai pris une balle dans la main, le 21 décembre. Il y a eu 14 morts.

- Vous étiez au Congo-Brazzaville ?

- Oui, bien sûr, j'étais au Congo à Brazzaville, à Kinshassa, ...

- pendant le renversement de M. Isuba* ?

- Moi, je suis un proche d'Isuba*. Je suis ami de Isuba* Toujours. Je suis très fidèle à un ami. Vous savez qu'il est français par son épouse. Il est à l'ombre.

- Mais justement, nous ce qu'on a appris, c'est que la France avait trempé dans son renversement par Sassou Nguesso*

- écoutez, je vais vous dire plusieurs choses, parce qu'on a une grande différence d'âge. En France, c'est pas bleu et c'est pas blanc. Il y a plein de groupes, de sous-groupes, de clans, de machins, des barbouzes, des franc-maçons, des machins, des agents. Vous prenez un chef d'état africain, vous avez au moins dix groupes français politiques qui représentent des intérêts opposés, qui le soutiennent, d'autres qui veulent le dégommer. Donc, il n'y a pas une version. En France, il n'y a pas un service qui dit, c'est comme ça. Il y a plein de services, il y a des influences, il y a gauche, droite, il y a des intérêts financiers, il y a des groupes, il y a des pro-américains, c'est très compliqué. C'est pour ça qu'il faut bien connaître pour pouvoir comprendre.

- mais, au Rwanda, on a l'impression que c'est quand même plus l'Élysée qui avait la main-mise.

- la vraie chose c'est que Habyarimana était un ami de Mitterrand et je vais vous dire une chose, Habyrimana était pro-français. Attendez, Kagamé, moi je vais vous dire, vous m'avez pas posé la question, quand je l'ai vu moi la première fois, il pipe pas un mot de français. Pasteur Bizimungu, il est où là aujourd'hui ? On n'en a pas parlé. C'est un brave homme le pasteur Bizimungu, c'est un hutu, il s'est fait roulé dans la farine, lui. Aujourd'hui, je vais vous dire une chose, j'ai tenté deux opérations pour récupérer Bizimungu pour le faire entendre dans le dossier. Ça m'intéresserait ça, c'est la clé. Pourquoi ils le maintiennent ? Pour le dossier. Il sait.